

« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle

les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, du public et du privé, français ou immigrés. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiters, des racistes et de leur monde.

Non à la fermeture des lits

L'Étape va bientôt fermer. Quatorze lits supprimés alors que l'hôpital n'arrive pas à accueillir tous les patients qui nécessitent une hospitalisation. Le personnel est mis à mal, obligé d'être dispatché sur le reste de l'établissement. Quant aux patients, même si les équipes font leur maximum pour les accueillir dans les meilleures conditions, cela représente une rupture dans leurs soins. La pénurie de médecins et des soignants vient de la gestion des gouvernements : des milliards au patronat et toujours plus de dégradation des services publics.

Vive la mobilité des cadres supérieurs

Au PPA, les agents sont conviés à changer d'unité. Ainsi nos collègues des Lilas doivent aller aux Tilleuls et inversement. Les deux unités font exactement la même chose, donc on ne voit pas ce que cela va leur apporter.

À quand la mobilité des cadres supérieurs ? Cela permettrait au moins à certaines équipes d'avoir un peu la paix.

Il n'y a pas de petites économies

Après le liquide vaisselle qui ne lave pas, les protections qui fuient, voilà les linges de vaisselle qui n'essuient pas. On voit bien que ceux qui tiennent les cordons de la bourse ne travaillent pas. Là il pourrait y avoir un peu de mobilité bienvenue : que les directeurs viennent faire la vaisselle dans les pavillons.

Palestine occupée : les massacres et la colonisation continuent

Des centaines de personnes sont mortes ces derniers jours dans la bande de Gaza lors d'attaques israéliennes. Dans le même temps, l'État sioniste a annoncé la création de 22 nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée. Bezalel Smotrich, le ministre des Finances d'extrême droite raciste et suprémaciste, n'a pas caché qu'il s'agissait d'une étape en vue de l'annexion prochaine de ce territoire où quelque 500 000 Israéliens juifs vivent dans des colonies, créées en spoliant les habitants de leurs terres, au milieu de trois millions de Palestiniens. Selon des ONG de défense des droits humains et de lutte contre la colonisation, les exactions sur le terrain n'ont jamais autant progressé que sous le gouvernement Netanyahu. Encore une fois massacres, colonisation et apartheid vont de pair.

À bas l'antisémitisme

Le Mémorial de la Shoah, trois synagogues et un restaurant juif ont été souillés de peinture verte la

semaine dernière à Paris. Ces actes de vandalisme n'ont pas été revendiqués mais ont clairement un caractère antisémite. Il y a un an, le mur des Justes du Mémorial avait déjà été pris pour cible avec de la peinture rouge, et plusieurs immeubles avaient été tagués. Les enquêteurs avaient alors suspecté des opérations de déstabilisation menées par la Russie.

Mais, influence russe ou non, ces actes imbéciles qui instrumentalisent l'indignation légitime provoquée par les massacres à Gaza pour manifester leur antisémitisme doivent être condamnés.

Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciements annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, elle en dénombrait 130. Chiffre qui est monté à 200 sous le gouvernement Barnier, puis à 300 lorsque Bayrou a pris ses fonctions. Aujourd'hui on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés. Face à cette situation dramatique, Macron fait de la gonflette avec des opérations bidon comme « Choose France ».

Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes.

Un nouveau décret pour attaquer les chômeurs

Un décret entrant en vigueur dimanche 1^{er} juin permettra de suspendre partiellement le versement de l'allocation pendant plusieurs mois pour les demandeurs d'emploi qui ne respecteraient pas leur « contrat d'engagement ». Ce contrat, qu'ils sont donc obligés de signer, les contraint notamment à donner au moins 15 heures d'activité hebdomadaires. Alors que des centaines de plans de licenciements ont déjà été mis en œuvre en un an, cette attaque sert à exercer une pression sur l'ensemble des travailleurs.

Les glaciers fondent... jusqu'ici tout va bien ?

Mercredi 28 juin, dans les Alpes suisses, le glacier du Birch s'est effondré, engloutissant la quasi totalité du village de Blatten (300 habitants) en contrebas. La catastrophe, anticipée, a tout de même fait une victime. Et elle préfigure d'autres événements du même type : des chercheurs du CNRS estiment que les glaciers des Alpes et des Pyrénées ont perdu 40 % de leur volume depuis l'an 2000. Le phénomène s'accélère et des dizaines de glaciers pourraient céder dans les prochaines années. Le dérèglement climatique nous mène à la catastrophe. Il faut en finir avec ce système fou !

